

Miguel SALAZAR URRUTIA

Gouverner en commun l'Antarctique (1989-2023) : construction d'un régime scientifico-environnemental partagé à l'aune de la Politique antarctique chilienne

Thèse dirigée par Hélène COMBES, Directrice de recherche, CNRS-CERI, IEP de Paris

Résumé

Source de services écologiques pour la planète, l'Antarctique est avant tout un système de ressources à échelle planétaire gouverné par un régime politique hors norme : celui des communs. Face à l'inexistence d'une prise de possession universellement reconnue et moralement légitime, l'absence d'une souveraineté effective des États membres sur l'Antarctique ne la rend pas *res nullius* mais *res commune* et le positionne à l'écart du binôme Etat-marché. Ainsi, à partir du prisme des communs et de l'action non étatique, cette thèse vise à comprendre les dynamiques d'action internationale du Système du Traité sur l'Antarctique (STA) par le biais de l'évolution de la politique antarctique chilienne, notamment depuis l'adoption, signature et entrée en vigueur du Protocole de Madrid de 1990-1998. Elle propose que, dans des contextes particuliers de gouvernance des espaces planétaires où le principe de souveraineté n'est pas effectivement exercé, les États prennent des positions plus favorables à la coopération par le biais de canaux tels que la science et la conservation de la nature. De cette façon, afin d'obtenir des bénéfices proportionnels, les États membres du système promeuvent leurs intérêts et ceux de la collectivité en favorisant l'expertise des acteurs non étatiques dans le but de garantir la durabilité du système de ressources à long terme. Cette mise en commun évolutive, novatrice et analogue au système international, permet d'apprécier, sur la base d'une sociologie politique, plusieurs champs d'action sur lesquels on identifie une utilité stratégique pour la compréhension politique et organisationnelle du STA à partir de « l'acteur engagé ». En prenant le cas de la politique antarctique chilienne et le rôle de cet acteur dans le système antarctique, notamment des trois dernières décennies, ce travail propose une ouverture vers un système international post-westphalien ainsi qu'une alter-socialisation des acteurs du système international. Dans un contexte mondial de crise écologique et de changement climatique, l'Antarctique et le STA apparaissent comme un scénario politique où les rapports de force ont été substitués par des rapports de coopération.

Governing Antarctica in Common (1989-2023)
The construction of a shared scientific-environmental regime in the light of the
Chilean Antarctic Policy

Thesis supervised by H el ene COMBES, Directrice de recherche, CNRS-CERI,
IEP de Paris

Abstract

As a source of ecological services for the planet, Antarctica is primarily a global resource system governed by an exceptional political regime: the commons. In the absence of universally recognized and morally legitimate ownership, the lack of effective state sovereignty over Antarctica does not make it *res nullius*, but rather *res communis*, positioning it outside the state-market paradigm. Through the lens of commons and non-state action, this thesis seeks to understand the international action dynamics of the Antarctic Treaty System (ATS) by examining the evolution of Chilean Antarctic policy, particularly since the adoption, signing, and implementation of the Madrid Protocol from 1990 to 1998. It proposes that in specific governance contexts of planetary spaces where the principle of sovereignty is not effectively exercised, states adopt positions more favorable to cooperation through channels such as science and nature conservation. In this way, to obtain proportional benefits, member states of the system promote their interests and those of the collective by fostering the expertise of non-state actors to ensure the long-term sustainability of the resource system. This evolving and innovative shared governance system, analogous to the international system, allows for the appreciation of several areas of action, based on political sociology, where a strategic utility for the political and organizational understanding of the ATS is identified through the engaged actor. Taking the case of Chilean Antarctic policy and the role of this actor in the Antarctic system, particularly over the last three decades, this work opens a path toward a post-Westphalian international system and an alternate socialization of actors within the international system. In a global context of ecological crisis and climate change, Antarctica and the ATS appear as a political scenario where power relations have been substituted by cooperative relations.